

CONGRES AFSP 2013

ST48 – Les diplomaties des pays émergents

SOULE-KOHNDOU, Folashadé, Doctorante, CERI/ Sciences Po Paris

folashade.soulekohndou@sciences-po.org

LE ROLE DES FORUMS IBAS ET BRICS DANS LA DIPLOMATIE D'EMERGENT DE L'INDE

Résumé

Depuis son accession à l'indépendance en Août 1947, la politique étrangère de l'Inde a été marquée par un fort engagement dans des formes multiples de coopération internationale. Cet engagement se reflète en pratique par un fort activisme dans les organisations internationales formelles et larges comme l'ONU mais également en parallèle dans des formes plus souples et semi-formelles de coopération comme les forums d'émergents IBAS et BRICS ou encore le G20. A partir d'une approche fonctionnaliste, cet article qui résulte d'un terrain de doctorat en Inde, présente dans un premier temps les évolutions de la diplomatie sud-sud de l'Inde, et analyse dans un second temps les fonctions et usages des forums IBAS et BRICS dans la et comment la participation de l'Inde dans ces forums d'émergents contribue à lui faire gagner des marges de manœuvre politique et économique. Cette participation active est cependant limitée par des concurrences régionales entre l'Inde et la Chine et par un déficit de capacités structurelles.

LA FORMATION DE FORUMS D'EMERGENTS COMME PRATIQUE CROISSANTE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

La coopération entre deux ou plusieurs acteurs, son émergence, sa durée, ses modalités et ses limites constituent un enjeu majeur des relations internationales. Afin d'analyser « comment la coopération peut se développer dans des situations où chacun a des raisons d'être égoïste »¹, l'étude des régimes internationaux de coopération a gagné du terrain. Caractérisé par John Ruggie comme un « ensemble d'anticipations communes, de règles et de régulations, de plans, d'accords et d'engagements qui sont acceptés par un groupe de pays »², Keohane et Nye définissent les régimes de coopération également comme un ensemble de « normes, règles et procédures qui gouvernent l'interdépendance dans différents domaines ». Les logiques de coopération entre Etats du Sud ne constituent pas un phénomène nouveau. Telle que mise en pratique aujourd'hui, elle permet aux Etats qui la mettent en œuvre de diversifier leurs relations extérieures et échanges vers d'autres partenaires. L'intensification de la coopération et des échanges Sud-Sud a aussi comme effet la création de différentes formes de clubs politiques atypiques dont l'objectif général est de gagner des marges de manœuvre politique à l'échelle

¹ AXELROD, Robert, *Donnant-Donnant*. Théorie du comportement coopératif (1984), Paris, Odile Jacob, 1992.

² RUGGIE, John, « *International Responses to Technology and Trends* », *International Organization*, 29 (3), été 1975, p. 557-583.

CONGRES AFSP 2013

globale et dans le processus de mondialisation. L'une de ces formes croissantes d'expression est la multiplication des accords de coopération intercontinentaux et les rapprochements stratégiques entre puissances émergentes à l'image des forums IBAS et BRICS³. Cet activisme diplomatique n'est toutefois pas un phénomène univoque et témoigne de l'hétérogénéité du Sud. Ainsi, un ensemble de dynamiques voit converger des puissances émergentes dont l'objectif est de remettre en cause le poids excessif des grandes puissances dans l'architecture institutionnel international ; c'est le cas du forum IBAS depuis 2003 et des sommets BRIC mis en place depuis Juin 2008 et devenu BRICS depuis 2011. Ces clubs se profilent habilement comme les représentants des intérêts du Sud dans les enceintes de gouvernance globale (ONU, OMC) en arborant symboliquement un tiers-mondisme politique délesté d'une bonne partie de son attirail idéologique mais rendu plus crédible par le poids croissant des économies émergentes. Auparavant regroupés sous la bannière du G77 ou encore du Mouvement des Non Alignés, la montée en puissance de ces Etats les a amené à se distinguer de leurs homologues moins développés et à former des entités sélectives regroupant les nouvelles facettes de leur identité à savoir des puissances régionales, économiquement émergentes et davantage influentes sur la scène politique internationale. Ainsi les forums IBAS et BRICS semblent répondre avant tout à des objectifs internes et agir dans un cadre commun offre à ces Etats un levier considérable en donnant à leurs politiques étrangères un label collectif qui assurera davantage de poids et de visibilité à leur action collective.

La catégorisation théorique de ces groupements diplomatiques en science politique n'est cependant pas aisée. La mise en œuvre des activités de coopération au sein de ces forums révèle un ensemble de pratiques relevant à la fois des coalitions, organisations transrégionales dont l'objectif est d'assurer une intégration économique renforcée ou encore des groupements de communautés épistémiques. Afin de cerner les activités de ces forums et de comprendre dans quelles logiques diplomatiques elles s'inscrivent, l'étude des fonctions et usages des forums d'émergents s'avère plus utile pour comprendre les logiques diplomatiques amenant l'Inde à y participer et à en faire usage.

L'émergence : une notion pluridimensionnelle

La notion d' « émergence » a sa première origine dans le monde économique, et fait plus précisément référence aux marchés de la finance. Dès les années 1980, un rapport de la Banque Mondiale fait référence aux « marchés émergents » (*emerging markets*) ou « économies à marchés émergents » pour désigner les pays à croissance présentant des opportunités d'investissement directs à l'étranger pour les entreprises et multinationales des pays développés. Ces marchés émergents désignent alors essentiellement les nouveaux pays industrialisés (NPI) dans les années 1970 et 1980, notamment les « tigres » ou « dragons » asiatiques rapide (Taïwan, Singapour, Corée du Sud et Hong Kong). De fait, les émergents se définissent donc d'abord par leur décollage économique, leur fort taux de croissance et leur insertion accélérée dans l'économie mondiale. Cette insertion peut être attestée par

³ Le forum de dialogue IBAS regroupe l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud depuis Juin 2003. Il est composé de 16 groupes de travail sur des thèmes divers comme la santé, le commerce, les sciences et technologies, l'éducation, les problématiques sociales ; et 7 forums non-étatiques regroupant des acteurs de la société civile, des entrepreneurs, ou encore des parlementaires. Le forum IBAS finance également des projets de développement dans leurs zones régionales respectives à travers le fonds de développement IBAS coordonné par l'Unité spéciale pour la Coopération sud-sud au PNUD. Le forum BRICS regroupe le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine depuis 2008 et l'Afrique du Sud à partir de Décembre 2010. Il comprend également un forum des entrepreneurs, un forum académique et des réunions annuelles entre les ministres du commerce, ou les banques centrales des 5 pays membres.

CONGRES AFSP 2013

l'augmentation de l'exportation de leurs marchandises comme de leurs services. Cette première vague d'émergents a fait place à une deuxième vague d'émergents à partir de 1990 et qui a vu monter en puissance d'un ensemble de puissances régionales comme la Chine, le Brésil, l'Inde, le Mexique et l'Afrique de Sud entre autres.

La particularité de cette nouvelle catégorie d'émergents est qu'elle constitue une catégorie à géométrie variable. Ces nouveaux émergents se définissent également dans un premier temps par leur décollage économique qui diffère sensiblement d'un émergent à l'autre : en 2010, la Chine affiche des records de croissance de 10,4% trois fois supérieurs au 2,9% de l'Afrique du Sud. Dans une même perspective, la croissance de l'Inde (9,6%) dépasse également celle du Brésil (7,5%).⁴ Le poids économique de l'Inde en Asie du Sud lui confère un statut de puissance régionale de fait. L'économie de l'Inde est largement supérieure aux économies de ses voisins sud-asiatiques au sein de la SAARC, tout comme l'Afrique du Sud en Afrique australe et au sein de la SADC ou encore le Brésil en Amérique du Sud et au sein du MERCOSUR. Ce statut acquis de puissance régionale donne une assise à ces pays émergents et constitue un préalable à une posture mondiale. L'émergence de l'Inde est également caractérisée par une émergence grandissante de sa classe moyenne. La résorption de la pauvreté et la mise en place de politiques sociales de lutte contre la pauvreté ont favorisé l'émergence d'une nouvelle petite et grande classe moyenne qui croît à des degrés variables et constitue un atout et un attrait majeur pour les investisseurs étrangers. L'Inde tout comme le Brésil et l'Afrique du Sud disposent à des degrés variables d'une forte démographie qui évolue vite à la différence des autres nouveaux pays industrialisés et de la Russie. Cependant, l'Inde tout comme la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud possède un double statut de pays émergent de pays en développement : malgré l'émergence de cette classe moyenne, une grande partie de la population indienne, brésilienne et sud-africaine est toujours affectée par la persistance d'importantes poches de pauvreté. Cette double facette de leur émergence est ainsi souvent évoquée dans les arènes internationales par l'Inde afin de justifier son statut de pays en développement et de se voir octroyer un ensemble de privilèges au sein de certaines organisations internationales comme l'OMC.

L'émergence de l'Inde ne repose toutefois pas uniquement sur des critères matériels. Elle sous-entend également à plusieurs niveaux une relative stabilité institutionnelle et des institutions fortes, une gouvernance démocratique, mais également une diplomatie ambitieuse afin d'assurer un rôle international adéquat et une intégration internationale à la hauteur de son émergence croissante. L'Inde souhaite se faire une place à la table des grandes puissances et estime être en devoir d'être associée au vu de son émergence économique et de son rôle international croissant. Nous qualifierons leur émergence grandissante dans les arènes internationales, et notamment dans les négociations internationales, d'émergence diplomatique⁵. Cette émergence diplomatique en complément de l'émergence économique se caractérise par des critères immatériels, notamment un activisme et une influence grandissante dans les négociations internationales ou encore une augmentation des moyens diplomatiques. Cette augmentation des moyens diplomatiques passe par un élargissement du personnel diplomatique à domicile mais également dans les représentations permanentes clés, notamment dans les organisations internationales comme l'Organisation des Nations-Unies, l'Organisation

⁴ Ces indicateurs proviennent de la base de données du site web de la Banque mondiale - <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>

⁵ Le qualificatif de « l'émergence diplomatique » a initialement été avancé dans l'article de Jean Coussy « Un essai de typologie », in Christophe Jaffrelot (dir.), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris/Presses de Sciences Po, 2008, pp 69-79.

CONGRES AFSP 2013

Mondiale du Commerce et les organisations financières internationales considérées comme stratégiques.

Bien que les critères matériels de l'émergence économique constituent un préalable à un poids grandissant sur la scène internationale, ils ne créent pas automatiquement toutes les conditions nécessaires à une influence grandissante dans les institutions internationales. L'émergence économique ne produit pas nécessairement une émergence diplomatique et est davantage le résultat d'une stratégie de politique étrangère bien définie et transversale à l'action internationale de l'émergent économique. Plusieurs pays qui connaissent une émergence économique comme l'Angola, la Malaisie ou encore le Chili, et dont les indicateurs économiques dépassent ou sont en voie de dépasser ceux d'autres puissances régionales comme l'Afrique du Sud, l'Inde ou le Brésil n'ont pas établi une stratégie d'émergence diplomatique et ne forment et n'adhèrent pas de manière stratégique à un ensemble de groupes sélectifs de gouvernance comme le G20.

L'émergence diplomatique est donc davantage le résultat d'une stratégie de politique étrangère voulue par ses acteurs dans le but de mieux se faire entendre. L'objectif de cette diplomatie d'émergents est de porter une stratégie de réforme de la gouvernance globale et plus précisément un changement dans la représentation des pays en développement du Sud dans les processus décisionnels des organisations internationales. L'analyse de l'émergence en relations internationales s'entend donc comme un phénomène pluridimensionnel qui est le résultat d'un certain nombre de facteurs à la fois économiques, socio-politiques mais également identitaires. L'Inde, s'est ainsi progressivement construit une identité de pays émergents du Sud, dont le rayonnement se veut aller au-delà de l'assise régionale préétablie.

L'émergence de l'Inde : entre décollage économique et stratégies diplomatiques

Malgré leur émergence économique, des pays comme l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud sont conscients de leur poids relativement faible comparé aux grandes puissances établies. Cette émergence relative les pousse alors à s'associer au sein de forums et groupements plus ou moins formalisés. Ces formations ont alors comme fonction d'agir comme des groupes de pression dans les institutions internationales jugés stratégiques pour leurs objectifs de politique étrangère. C'est notamment le cas des forums IBAS et BRICS. Présenté comme des forums « de dialogue », ces forums constituent un échelon supplémentaire pour une action collective servant avant tout des intérêts individuels. Son caractère transrégional, associant trois puissances régionales issues de trois continents distincts aux relations bilatérales initiales, politiques et économiques, faiblement exploitées, lui permet dans un premier temps d'échapper de sa sous-région immédiate et participe à lui constituer un levier d'influence supplémentaire.

Un contournement stratégique de la sous-région

En Asie du Sud, la première proposition concrète de construction d'un cadre de coopération régionale est faite par le président du Bangladesh Ziaur Rahman en 1980.⁶ L'idée d'une coopération régionale a cependant été discuté à l'occasion de plusieurs conférences dont la « Asian relations conference » à New Delhi en 1947 ; la « Baguio conference » dans les Philippines en 1950 et la « Colombo powers conference » en 1954. Ziaur Rahman soumet également ce projet lors de discussions informelles avec les chefs d'Etat et de gouvernement

⁶ TRIVEDI, Ramesh, *India's relations with her neighbors*, Isha Books, Delhi, 2008, 295 p.

CONGRES AFSP 2013

des pays d'Asie du Sud pendant le sommet du Commonwealth à Lusaka et pendant le sommet du Mouvement des Non Alignés à la Havane en 1979. La SAARC fondée ensuite en 1985 a donc comme objectif de créer une coopération et de favoriser l'intégration régionale en Asie du Sud, mais également d'amener l'Inde à agir dans un cadre régional collectif afin de ne pas laisser New Delhi enfermer ses voisins dans des accords bilatéraux asymétriques.⁷

L'Inde se trouve cependant dans une situation assez paradoxale : ses relations avec ses voisins immédiats sont relativement médiocres dans la SAARC et ses relations avec le Pakistan restent tendues. Au sein de l'Asie du Sud-est, les Etats doivent composer avec des relations mêlant interdépendance et rivalité. Dans cet ensemble sous-régional, l'Inde jouit d'une relative stabilité politique et institutionnelle. Elle doit cependant faire face à des Etats instables dans son voisinage immédiat dont les crises et conflits menacent de déborder également au niveau de ses frontières. La rivalité sino-indienne et les conflits frontaliers entre les deux Etats constituent également un défi pour l'Inde.⁸ Les stratégies régionales de l'Inde l'ont donc progressivement amené à sortir du cadre de la SAARC et à opérer un « envol de la sous-région » afin de se rapprocher d'autres ensembles sous régionaux d'Asie, à l'extérieur de sa sous-région immédiate.⁹

La stratégie extrarégionale de l'Inde a donc été une stratégie de contournement de ses voisins immédiats afin d'améliorer ses relations avec les autres pays asiatiques. Les difficiles relations indo-pakistanaises et le statut de membre observateur accordé par la SAARC à la Chine en 2005 sur initiative pakistanaise, ont également amené l'Inde à encourager la création d'alternatives régionales. C'est notamment le cas de la BIMSTEC qui exclut le Pakistan ; mais également en rejoignant d'autres organisations comme l'ASEAN et notamment son forum régional qu'est l'Organisation de Coopération de Shanghai mais également l'ASEM dont elle a été tenue éloignée dans un premier temps pendant 10 ans.¹⁰ L'Inde multiplie donc ses relations avec son voisinage étendu. La politique de « Regard vers l'Est » (Look East Policy) mise en œuvre dès 1992 s'appuie sur des relations bilatérales privilégiées avec le Vietnam et Singapour. Tout comme la Malaisie dans les années 1980, l'Inde a voulu mettre en œuvre une dynamique consistant à se tourner vers des pays considérés comme des modèles de développement. Ce regard vers l'Est a d'abord répondu à un impératif économique et son objectif a été de promouvoir un développement économique rapide, en reproduisant le succès des pays du « miracle asiatique ». Cette politique dans les faits a généré des résultats substantiels : l'ancrage institutionnel de l'Inde dans l'ASEAN, l'ASEAN+1, l'ASEAN+3, BIMSTEC et le programme de coopération Gange-Mékong qui sont autant de projets peu développés mais dont l'intérêt est de montrer que l'horizon régional de l'Inde ne se limite plus à l'Asie du Sud.¹¹ L'accroissement des relations de l'Inde avec ses autres voisins est également un moyen pour l'Inde de hisser son statut à travers une présence et une visibilité plus grande. Le renforcement des dynamiques régionales à travers ces mécanismes de coopération qui vont au-delà de sa région immédiate contribuent également à la priorité nationale de l'Inde qu'est le développement économique.

⁷ Jean Luc, RACINE, *Quête de puissance, multipolarité et multilatéralisme*, in Jaffrelot (dir.) New Delhi et le monde, éditions Autrement, Paris, 2008, 156p.

⁸ Ummu, SALMA BAVA, "India's foreign policy in the regional context", in Daniel Flesmes (dir.) *Regional Leadership in the Global System, Ideas, Interests and Strategies of Regional Powers*, Ashgate Publishing, 2010, pp. 113-126

⁹ Rohan, MUKHERJEE, David, MALONE, « From high ground to high table : the evolution of Indian multilateralism » in *Global Governance*, n°17, 2011, pp. 311-329

¹⁰ Jean Luc, RACINE, *Quête de puissance, multipolarité et multilatéralisme*, op.cit

¹¹ Isabelle, SAINT MEZARD, « Le Regard vers l'Est de l'Inde : un subtile retour en Asie », in Christophe Jaffrelot (dir) *New Delhi et le monde*, éditions Autrement, Paris, 2008, 156p.

CONGRES AFSP 2013

Ces dynamiques l'amènent également à vouloir renforcer son rôle international, ce qui passe par un ensemble d'alignements multiples stratégiques, notamment dans sa diplomatie sud-sud.

L'EVOLUTION DE LA DIPLOMATIE SUD-SUD DE L'INDE

L'Inde comme émergent diplomatique du Sud : une construction identitaire ancienne

Selon l'approche constructiviste d'Alexander Wendt, la notion d'identité permet de comprendre la formation des intérêts et les stratégies adoptées par les acteurs internationaux dont les Etats. Selon Wendt, les identités sont à la base des intérêts.¹² La plupart des préférences et des intérêts proviennent également de l'appartenance à une catégorie sociale, et dans le cadre de notre analyse, à une catégorie d'Etats qui ont également une identité sociale. Selon d'autres théoriciens comme Ted Hopf, l'identité domestique d'un Etat exerce un effet important sur les politiques internationales qu'il met en œuvre.¹³ L'identité d'un Etat peut également se construire selon son statut ou celui qu'il recherche et peut ainsi expliquer certaines de ses actions. Contrairement au Brésil et à l'Afrique du Sud, le positionnement de l'Inde comme pays du Sud a été affirmé dès la période qui a suivi l'indépendance en Août 1947. L'Inde indépendante sous Jawaharlal Nehru est l'un des premiers architectes de la Conférence de Bandung en 1955 et du lancement du Mouvement afro-asiatique précepteur du Mouvement des Non-Alignés à Belgrade en 1961. A travers le Mouvement des Non-Alignés, la politique étrangère promulguée par Jawaharlal Nehru est celle d'une politique étrangère non seulement indépendante dans un contexte bipolaire, mais également de rapprochement politique et économique avec les pays en développement et notamment ceux qui viennent d'accéder à leur indépendance. Ainsi, bien que le terme de « Sud » ou de « coopération Sud-Sud » ne figure pas littéralement dans la déclaration de Belgrade et n'apparaît que dans la Déclaration de Harare à l'issue du 8^{ème} sommet du Mouvement des Non-Alignés en 1986, l'objectif reste celui d'un renforcement des relations politiques et économiques entre pays en développement.¹⁴ A l'issue du sommet de Harare, le premier ministre malaysien annonce l'intention de créer une « Commission du Sud » (*South Commission*) qui voit le jour en 1987.¹⁵ L'objectif de cette commission est d'établir un premier état des lieux des relations politiques et économiques sud-sud et des défis que peuvent rencontrer les pays du Sud au niveau national et international et des moyens pour les surmonter. Cette commission du Sud est co-présidée par l'indien Manmohan Singh alors secrétaire général de la Commission et Julius Nyerere qui la préside. L'Inde, aux côtés du Venezuela et de la Corée du Sud font alors partie des plus importants contributeurs à la réalisation des travaux de la commission.¹⁶ L'identification de l'Inde comme pays du Sud a progressivement été affirmé dès lors et malgré des changements de gouvernements et partis politiques au pouvoir, cette identité a plus ou moins été prononcée et réaffirmée de manière continue à travers une série d'initiatives visant à renforcer les liens politiques et économiques avec les pays du Sud. Cette identité a également évolué et se traduit de plus en plus par la création d'alignements stratégiques au sein du Sud.

¹² Alexander, WENDT, *Social theory of international politics*, New York, Cambridge University Press, 1999.

¹³ Ted, HOPF, *Social construction of International politics – Identities and foreign policies*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2002.

¹⁴ Summit Declarations of Non-Aligned Movements (1961-2009) – Institute of Foreign Affairs, Tripureshwar – Kathmandu, 2011

¹⁵ « The Challenge to the South » The report of the South Commission, Oxford University Press, 1990, Oxford, 174 pages.

¹⁶ « The Challenge to the South » The report of the South Commission, (op.cit)

CONGRES AFSP 2013

Les alignements multiples comme stratégie de politique étrangère

Le Parti du Congrès en Inde (INC), parti au pouvoir au moment de l'indépendance, participe également à la vision et perception du rôle international que doit jouer l'Inde sur la scène internationale. Dans la résolution sur la politique étrangère du 125^{ème} Congrès annuel du Parti du Congrès en Décembre 2010, l'engagement de l'Inde avec l'extérieur doit être en mesure « d'assurer que l'Inde joue un rôle de leadership dans le 21^{ème} siècle ». ¹⁷Les forums IBAS et BRICS rentrent ainsi dans le cadre d'une volonté de diversification des partenaires d'une Inde émergente et qui aspire à consolider son profil d'acteur global. La politique étrangère indienne est marquée par un mélange ambigu entre un pragmatisme de type réaliste prônant pour un partenariat renforcé avec les Etats-Unis ; et un idéalisme hérité du mouvement des non-alignés depuis la période nehruvienne. Ces deux principaux courants sont inspirés par différentes factions au sein de l'espace politique indien : les partis de gauche dont le parti communiste, et une forte proportion de l'opinion publique nationale sont pour une continuation du principe de non-alignement à travers une diversification des relations sud-sud, un renforcement des relations avec la Russie et une opposition aux grandes puissances afin de conserver une politique étrangère autonome ; et les partis de droite, mais aussi la communauté des affaires, certaines élites et certains ministères (défense, finances, commerce) prônant pour un renforcement des liens avec les Etats-Unis et les grandes puissances.

La politique étrangère indienne est essentiellement influencée par le cabinet du premier ministre laissant une marge de manœuvre relativement faible au ministère des affaires étrangères. Influencé par ces deux courants, la politique étrangère indienne depuis la fin de la Guerre Froide est en pratique marquée par la recherche d'un équilibre délicat à trouver entre pragmatisme et idéalisme, ce qui porte parfois à confusion quant aux décisions à prendre. Le concept « d'autonomie stratégique » souvent évoqué dans les discours et débats de politique étrangère est le reflet de ce dualisme. L'évocation du principe de non-alignement, bien que révolue, devient alors une barrière psychologique et philosophique à des relations trop poussées avec les Etats-Unis et les grandes puissances. Les doctrines de la politique étrangère de l'Inde évoluent cependant et font l'objet d'un ensemble de débats et discussions de la part d'analystes, anciens fonctionnaires et responsables politiques de haut niveau qui participent à influencer le processus décisionnel de la politique étrangère. Bien que le non-alignement soit considéré en théorie comme le vecteur de la politique étrangère indienne, la pratique de la diplomatie indienne l'amène davantage à opérer des alignements multiples selon ses intérêts nationaux. L'idée d'un « multi-alignement » a été évoquée par l'ancien Ministre des Affaires Etrangères Shashi Tharoor et consiste en l'abandon de la doctrine du non-alignement qui s'avère datée dans un contexte post-bipolaire. L'alignement multiple conduirait la politique étrangère indienne à augmenter sa participation dans des groupements d'Etats et d'y participer selon l'intérêt en jeu. Bien que certains de ses groupements aient des activités qui se chevauchent, ils servent les intérêts de l'Inde d'une manière ou d'une autre.¹⁸

La stratégie d'alignement multiple se rapproche dans sa dimension internationale à d'autres doctrines de politique étrangère suggérées par certains analystes de la politique étrangère et anciens responsables de la politique étrangère en Inde, notamment la formulation

¹⁷ Resolution for 125 years of Indian National Congress – Foreign Policy Resolution – New Delhi – 19 Décembre 2010 – disponible sur www.aicc.org.in

¹⁸ Shashi TAROOR, *Pax Indica : India and the world of the 21st century*, Penguin books, 2012.

CONGRES AFSP 2013

de la doctrine du «Non-alignement 2.0».¹⁹ Tout comme la doctrine de l'alignement multiple, celle du non-alignement 2.0 suggère une évolution du non-alignement classique à une formulation de la politique étrangère de l'Inde sous un angle stratégique où l'Inde multiplierait ses options de participation dans ses relations avec le monde extérieur afin d'accroître son espace stratégique et ses marges de manœuvre politique et sa capacité à mettre en œuvre une politique étrangère indépendante.

Dans la pratique, la relation avec les Etats Unis reste pourtant primordiale, et notamment dans le domaine de la coopération en matière de sécurité. L'Inde fait face à des défis importants en matière de sécurité régionale, et notamment dans ses relations tendues avec le voisin pakistanais, et dans la lutte contre le terrorisme et voit les Etats Unis comme partenaire stratégique dans cet effort. La forte diaspora indienne, présente aux Etats-Unis, influence également cette direction. Le gouvernement indien est toutefois conscient qu'une relation de partenaire d'égal à égal est difficile avec les Etats-Unis. La diversification des relations avec d'autres pôles régionaux extra-continentaux et notamment les autres puissances émergentes est donc nécessaire et rentre dans l'objectif de poursuite de l'intérêt national en développant des bonnes relations politiques et économiques avec d'autres pôles émergents et notamment le Brésil dont l'émergence économique et politique sur la scène globale est vue comme un modèle. Toujours dans sa volonté d'émerger comme une grande puissance et de ne pas rester en marge du voisin régional chinois dont l'émergence suscite à la fois craintes et comparaisons, voire obsessions, les intérêts politiques et économiques indiens l'amènent à intensifier ses relations avec les Etats d'Afrique et d'Amérique Latine. Le forum Inde-Afrique et le conclave Inde-Amérique Latine organisés par la confédération indienne des industries (CII) sont autant d'exemples de ce besoin de diversification. La participation de l'Inde à des forums comme IBAS et BRICS rentrent également dans cette perspective et lui permettent ainsi de participer à son insertion internationale et à intégrer des marchés externes. Ces évolutions sont également le reflet d'une tendance à la sélectivité dans la formation des groupements de pays en développement et émergents dans la diplomatie de l'Inde.

Une préférence à la sélectivité

Pour la classe dirigeante indienne, et notamment la diplomatie indienne, les forums comme le Mouvement des Non-Alignés malgré son importance symbolique n'a pas une dimension suffisamment productive et sert de moins en moins la diplomatie indienne dont l'objectif n'est plus de s'opposer aux deux blocs de la période de la Guerre Froide. D'autre part, le boom économique qu'ont connu plusieurs puissances émergentes comme l'Inde ou encore le Brésil, l'amènent à avoir des ambitions politiques supérieurs à d'autres membres du MNA ou du G77, comme l'attribution d'un siège permanent au Conseil de Sécurité. Ceci ne marque pas un coup d'arrêt aux relations Sud-Sud dans le cadre du MNA, mais plutôt une évolution vers des forums sud-sud de type vertical à membres limités, essentiellement des puissances émergentes avec qui une relation poussée s'avère de plus en plus importante, et dont les intérêts politiques, économiques et stratégiques sont plus similaires. L'Inde fait ainsi partie d'une série de groupements, coopération et coalitions de puissances émergentes notamment RIC ; IBSA ; BRICS, et a signé une série de partenariats bilatéraux entre ces Etats. Toutefois, la volonté de leadership du Sud n'est pas laissée en reste et l'Inde continue désormais à employer officiellement, à travers ces nouvelles coalitions des éléments d'une rhétorique classique de

¹⁹Sunil KHILNANI, Rajiv KHUMAR, Pratab BHANU MEHTA, Prakash MENON, Nandan NILEKANI, Srinath RAGHAVAN, Shyam SARAN, Siddharth VARADARAJAN «Non – alignment 2.0 – a foreign and strategic policy for India in the 21st century », Centre for Policy Studies, Décembre 2012

CONGRES AFSP 2013

type tiers-mondiste et se positionne par la même en de porte-parole des préoccupations des pays en développement marginalisés par la mondialisation.

La première caractéristique distinguant ainsi les forums IBAS et BRICS des autres forums du Sud est l'étroitesse de la composition de ses Etats-membres. Ces forums à membres sélectifs marquent une tendance croissante à la sélectivité dans les groupements Sud-Sud par rapport aux groupements traditionnels à membres élargis comme le G77 et le Mouvement des Non-Alignés. Cependant, certains groupes existants se composent déjà de trois membres. Il s'agit notamment du groupement Russie-Inde-Chine (RIC) qui se réunit depuis 1996 sous la forme de rencontres ministérielles entre ministres des affaires étrangères. Ce groupement, né à la fin de la période de la guerre froide, a comme objet principal de participer à l'émergence d'un monde multipolaire. Bien qu'il présente de similitudes avec la structure du forum IBAS, notamment à travers des réunions ministérielles, la création de groupes d'experts, notamment un groupe d'experts sur la gestion des catastrophes et la rencontre entre acteurs non-gouvernementaux (industriels, hommes d'affaires et membres de la communauté académique), le forum IBAS présente un ensemble d'activités de coopération plus importants et un engagement politique plus élevé de la part de ses membres. En effet, depuis sa création en 1996, le forum RIC n'a pas tenu de sommet présidentiel. En 17 ans d'existence, seulement onze rencontres ministérielles ont eu lieu. Le forum IBAS, en tant que forum trilatéral, avec son format impliquant la quasi-totalité des structures gouvernementales et non-gouvernementales, constitue une première forme sélective de groupements sud-sud. Cette sélectivité est le reflet d'une évolution des forums et groupements dans le Sud et de la hiérarchisation croissante dans les relations Sud-Sud.

Ce choix de la sélectivité est parfaitement assumé voire recherché par les acteurs de la classe politique indienne. En effet, ces derniers assimilent sélectivité et présence du petit nombre à une augmentation de la fonctionnalité et de l'efficacité au sein de ces coopérations. La plupart évoquent ainsi le manque de productivité des forums plus larges comme le G15, le G24 ou encore le G77 qui *« ont beaucoup d'idées mais n'arrivent pas à être assez opérationnels ; la gestion est plus difficile dans le cadre de forums à membres élargis : dans le cadre du G15 par exemple, les idées sont nombreuses et les débats sont très intéressants, mais au niveau du management, c'est beaucoup plus complexe, notamment au niveau de la gestion de l'agenda »*²⁰. *« Pour ce qui concerne les questions politiques spécifiques, la coordination est parfois plus difficile à effectuer. Le G15 permet de tester certaines de nos idées ; or dans le cadre du forum IBAS, le débat politique est déjà effectué et permet de passer aux initiatives concrètes »* Selon d'autres acteurs, *« il existe moins de différences entre ses Etats membres que dans le cadre d'autres groupements ; le G15 qui regroupe davantage de membres demeure peu productif. En augmentant le nombre de membres, le forum IBAS pourrait en pâtir. »*²¹ Au-delà du dialogue politique, les forums IBAS et BRICS ont des usages intéressés pour la diplomatie indienne.

L'INDE DANS LES FORUMS IBAS ET BRICS : FONCTIONS OBJECTIVES ET USAGES INTERESSES

Selon Robert Merton, les fonctions sociales désignent les conséquences « objectives et observables » d'un fait social. Il est important de distinguer entre conséquences objectives et

²⁰ Entretien avec un diplomate indien, Multilateral Economic Relations division, MEA, New Delhi, 13 Janvier 2011.

²¹ Entretien avec un diplomate indien, Multilateral Economic Relations division, MEA, New Delhi, 13 Janvier 2011.

CONGRES AFSP 2013

observables, et intentions subjectives à savoir les objectifs, motifs, et buts. Il convient ainsi, selon Merton, de distinguer clairement les catégories subjectives d'intentions et les catégories objectives de conséquences observées.²² Emile Durkheim considère également que l'analyse sociologique d'une institution doit toujours analyser à la fois les causes qui lui ont donné naissance et la fonction qui lui permet de se maintenir.²³ Fonctions et usages sont souvent employés de manière indifférente ; il est cependant nécessaire de distinguer les fonctions des usages. Les usages s'entendent davantage comme l'instrumentalisation par les acteurs en fonction des intérêts. La coopération internationale est inséparable des intérêts de ses membres : elle se donne comme une structure d'opportunités dans laquelle les intérêts s'affirment et se recomposent. Ainsi, les usages intéressés désignent la poursuite des intérêts particuliers dans le cadre de la coopération.²⁴ Pour l'Inde, les fonctions de coordination politique, et de renforcement des relations économiques au sein du forum IBAS et BRICS lui permettent d'en faire usage pour ses objectifs et intérêts individuels de légitimation et d'autonomisation.

Le multilatéralisme est ainsi régulièrement instrumentalisé par l'Inde dans les forums de dialogue IBAS ou BRICS sous une forme de coalition politique mobilisée selon l'enjeu et les intérêts propres en jeu. La coalition, comme coopération temporaire entre des individus, groupes ou partis différents se constitue afin d'aboutir à un but commun dans un court ou long terme. Une coalition peut prendre plusieurs formes dont celle d'un groupe de pression ayant des intérêts communs.²⁵ Ainsi au-delà de la fonction de coordination politique jouée par la « coalition » IBAS dans le multilatéralisme, cette fonction permet également à ses Etats dont l'Inde de s'en servir pour des usages plus intéressés. Le premier de ces usages est celui de l'utilisation de la concertation et des prises de position collective comme outil de positionnement et de légitimation. L'usage de la coordination et de la concertation politique comme groupe de pression permet à l'Inde de pousser collectivement aux côtés des autres émergents, des enjeux qui sont avant tout des sujets d'intérêt individuel comme la réforme du Conseil de Sécurité promue entre autres par le forum IBAS où l'Inde est en quête d'un siège permanent ou encore la réforme de la répartition des pourcentages de votes au FMI à travers BRICS où l'Inde cherche à augmenter ses marges de manoeuvre. La coordination politique permet également de faciliter une prise en compte plus importante des voix de l'Inde et des autres pays membres, en donnant plus d'écho à la revendication, les positions individuelles non coordonnées assurant une prise en compte moindre de leurs voix.

Un processus de légitimation au sein du multilatéralisme : le collectif au service de l'individuel

Selon Inis L. Claude, la légitimation collective a une forte dimension politique et ce besoin émerge à partir d'un ensemble de raisons politiques et produit des résultats politiques. Ainsi la fonction de légitimation collective est essentiellement mise en œuvre dans les institutions multilatérales et constitue un des rôles politiques principaux des Nations-Unies. Les acteurs sont donc conscients des limites de l'action unilatérale et du besoin d'adhésion d'autres acteurs dont les Etats pour garantir un soutien multilatéral de leurs positions et ainsi assurer une légitimation collective. La fonction de légitimation collective opérée par les acteurs au sein des Nations-Unies est également le résultat de l'incapacité de l'organisation à assurer l'intégration

²² Robert MERTON, *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965

²³ Emile DURKHEIM, *Règles de la méthode sociologique*, Règles de la méthode sociologique, Flammarion, 2010.

²⁴ Guillaume DEVIN, Marie-Claude SMOUTS, *Les organisations internationales*, Armand Colin, 2011.

²⁵ COLOMER, Josep M, « Coalitions », Badie, Berg-Schlosser, Morlino, *International Encyclopedia of Political Science*, Editions SAGE, 2011

CONGRES AFSP 2013

de ces acteurs dans le processus décisionnel. La légitimation politique collective devient ainsi un usage intéressé de l'organisation des Nations-Unies.²⁶ Les puissances émergentes du Sud et les pays en développement en général sont particulièrement attachés aux principes du multilatéralisme. L'Organisation des Nations-Unies leur a permis de légitimer la campagne internationale pour la fin du système colonial dans le monde, mais au-delà leur a également permis d'agir en concert avec d'autres pays, dans le cadre de coalitions comme le G77, pour avancer le besoin de mise en œuvre de nouvelles doctrines économiques au nom desquelles les pays en développement ont le droit de percevoir une assistance internationale de la part des pays développés doivent fournir cette assistance. Le résultat de ce processus de légitimation politique permis entre autres de remettre sur agenda des questions de politique économique internationale et ont abouti entre autres à la création de la CNUCED dans le cadre des débats sur le Nouvel Ordre Economique International (NOEI).

L'Inde participe déjà au processus onusien avant son indépendance. L'Inde fait partie des membres fondateurs des Nations-Unies et signe la déclaration des Nations unies le 1^{er} Janvier 1942 à Washington ; elle participe également à la conférence de San Francisco du 25 Avril au 26 Juin 1945.²⁷ L'Inde post-indépendante de 1946 soutient fermement le système multilatéral onusien et ses institutions mais surtout les valeurs d'universalisme qu'elle incarne. La nouvelle constitution de l'Inde post-indépendante reprend ainsi des principes figurant dans la charte des Nations-Unies notamment la promotion de la paix et de la sécurité, la promotion du droit international, et la résolution des disputes internationales par l'arbitrage.²⁸ Malgré une première désillusion suite à une prononciation en sa défaveur dans le cadre de la tension indo-pakistanaise autour du Cachemire en 1947 par le Conseil de Sécurité, l'Inde maintient un engagement multilatéral dans le système des Nations-Unies. La politique de non-alignement portée par plusieurs pays dont l'Inde trouve également son expression dans le multilatéralisme et l'Inde y adopte une posture de champion de la lutte pour la décolonisation mais également de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. Cette politique est régulièrement critiquée par les pays du bloc occidental et surtout les Etats-Unis qui y voient une politique étrangère anti-occidentale de la part de l'Inde, notamment lorsqu'elle ne condamne pas l'invasion de la Hongrie par l'Union soviétique en 1956 mais qu'elle condamne l'engagement militaire du bloc occidental aux côtés d'Israël dans la crise de Suez la même année.²⁹ La fin de la guerre froide est l'occasion pour l'Inde de maintenir son engagement multilatéral, tout en y gardant une posture affirmative et revendicative. En effet, le multilatéralisme est vu comme une plateforme de maintien d'une posture politique stratégique et de légitimation politique malgré une faible économie.

Malgré une confiance diminuant dans les processus multilatéraux onusiens inclusifs et la frustration qui en résulte, l'Inde estime que l'ONU demeure d'une importance capitale dans la mesure où elle fournit une légitimation internationale qu'aucune organisation n'est en mesure de fournir. Ainsi en revendiquant un rôle correspondant à son nouveau statut au sein de l'institution, l'Inde à travers IBAS opère un affichage politique afin de donner plus de poids à ses demandes. A travers la coordination politique au sein d'IBAS, l'Inde compte également consolider son profil d'acteur global. IBAS devient donc un moyen d'action complémentaire à celles déjà à disposition. La rhétorique mise en avant par l'Inde au sein de l'IBSA est celle d'une mise en avant de la cause du Sud, doublée d'une demande de reconnaissance

²⁶ Guillaume DEVIN, Marie-Claude SMOUTS, Les organisations internationales (op.cit)

²⁷ « India and the United Nations », <http://www.mea.gov.in/india-and-the-united-nations.htm>

²⁸ MUKHERJEE, Rohan, MALONE, David M., « From high ground to high table : the evolution of indian multilateralism », *Global Governance*, vol.17, 2011, pp.311-329

²⁹ MUKHERJEE, Rohan, MALONE, David M., « From high ground to high table : the evolution of indian multilateralism », *Global Governance*, vol.17, 2011, pp.311-329

CONGRES AFSP 2013

proportionnelle au statut d'émergent et aux nouvelles réalités géopolitiques. L'Inde est à la quête d'une reconnaissance comme acteur global au-delà de son statut de puissance régionale. A travers IBSA, réside également une volonté d'association sur des questions de gouvernance globale réglées jusque-là quasi-uniquement entre les grandes puissances, parmi lesquelles la question palestinienne, et le nucléaire iranien. Cette fonction de légitimation se veut également être une volonté de positionnement, notamment sur des questions normatives. L'Inde est consciente qu'au sein de la gouvernance globale, les ressources normatives sont des ressources nécessaires et fondamentales pour passer du statut de puissance économique au statut de puissance globale. A travers IBSA, l'Inde contribue à forger au sein d'organismes comme les Nations-Unies son statut de « bonne citoyenne internationale » (Cooper et al. 1995), en opérant à travers une diplomatie de puissance moyenne, la promotion des questions normatives liées aux droits de l'homme, la démocratie, le développement, et la lutte contre la pauvreté notamment dans les pays en voie de développement. La prise de position collective à travers IBAS permettant de donner un écho plus grand à cette promotion des questions normatives. A travers IBSA, l'Inde prend ainsi position sur une série de questions normatives sur la question des droits de l'homme en Palestine (2008), sur l'accès aux médicaments dans les pays en voie de développement (2009), ou encore sur l'interdépendance entre le développement et la sécurité et son importance pour assurer une paix durable (2011) dans les institutions onusiennes et plus spécialement le Conseil des Droits de l'Homme.³⁰ Cette promotion ne va pas sans intérêt personnel : la démocratisation de la gouvernance globale à travers la prise de position permet à l'Inde de promouvoir sa volonté d'intégration internationale participe à sa quête d'octroi d'un siège permanent au Conseil de Sécurité, souhait qu'elle promeut à travers d'autres coalitions comme le G4 (Inde, Brésil, Japon, Allemagne). A travers une coordination spécifique sur ces questions où subsistent une entente et un intérêt mutuels, l'Inde prend des positions officielles à travers la publication de déclarations communes et permet d'appuyer cette volonté.

Dans sa quête de reconnaissance internationale, porter collectivement des intérêts individuels présentés également comme intérêts du Sud et donc du monde en développement sert à ses Etats membres de se légitimer individuellement comme leaders et représentants du Sud et comme interlocuteurs privilégiés des thématiques et enjeux portant sur les pays en développement auprès des grandes puissances et des organisations internationales. Il s'agit donc pour l'Inde de se présenter comme un acteur sur lequel il faut désormais compter mais surtout qu'il faut associer aux processus de décision international. Au-delà de ces usages, nous retrouvons ici également la logique réformiste à laquelle obéissent la plupart des activités de collaboration politique du forum IBAS et du forum BRICS au sein des organisations internationales. En plus de la de légitimation que recherche l'Inde à travers sa participation dans ces forums, elle y cherche également un outil supplémentaire dans sa quête de déploiement d'une politique étrangère autonome.

Une contribution à l'objectif d'autonomisation

La formulation et la mise en œuvre d'une politique étrangère autonome est un objectif transversal à un ensemble de diplomaties des pays émergents. Afin d'analyser la compréhension de l'autonomie qu'ont les pays émergents, il est important de l'analyser à partir de leurs perspectives. Dans la logique dominante, l'autonomie est liée à la souveraineté et s'entend selon Stephen Krasner comme « un principe fondamental de la souveraineté westphalienne. Elle se base sur deux principes à savoir la territorialité et l'exclusion des acteurs externes aux structures

³⁰ Pour un détail de ces déclarations, voir www.ibsa-trilateral.org

CONGRES AFSP 2013

d'autorité nationale ». ³¹ Cependant, Krasner considère la souveraineté comme un mythe dans la mesure où peu d'Etats sont amenés à jouir d'une entière autonomie nationale. Selon des auteurs comme Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, il est nécessaire dans l'analyse des diplomaties des pays du Sud, d'utiliser une autre conception de l'autonomie, selon la perception qu'en ont les pays en développement. Selon ces auteurs, il est nécessaire de distinguer l'autonomie nationale telle que la définit Stephen Krasner et l'autonomie internationale qui consiste en une pratique des relations internationales utilisées par les pays du mouvement tiers-mondiste à partir de 1955. L'autonomie internationale recherchée par les pays du Sud dont l'Inde, est un concept politique qui désigne une condition permettant aux Etats d'articuler eux-mêmes leurs objectifs politiques et de les atteindre de manière indépendante. ³² Ainsi, dans la perspective internationaliste, la notion d'autonomie se caractérise par la capacité d'un Etat de mettre en œuvre des décisions basées sur ses objectifs, sans interférences extérieures. La quête d'autonomie devient ainsi un phénomène graduel qui dépend des attributs de puissance et d'influence de l'Etat et qui dépend également du contexte international. Selon Arlene Tickner, le concept de non-alignement formulé à partir des années 1950 est l'une des expressions de la quête d'autonomie des Etats membres du mouvement en fonction de la liberté d'action interne et externe recherchée. ³³

La quête « d'autonomie stratégique », est l'objectif affiché dans la politique étrangère de l'Inde. Cet objectif également dans la perception qu'a l'Inde de son rôle sur la scène internationale. N'ayant pas reçu de définition théorique officielle, ce concept désigne en pratique une politique étrangère autonome vis-à-vis des grandes puissances, c'est-à-dire qui ne cèdera pas directement aux intérêts américains, sans pour autant mettre en cause les relations avec cette dernière. L'autonomie stratégique s'inscrit également dans la continuation de la doctrine de non-alignement sous la forme de la recherche d'un « ordre global plus équitable » incluant l'Inde comme acteur global sans pour autant être dépendante d'une grande puissance pour conduire sa politique étrangère. Ainsi la participation de l'Inde dans IBSA ou BRICS ne porte pas atteinte à sa volonté de garder une autonomie stratégique dans sa politique étrangère, mais y contribue. En pratique, la recherche d'une autonomie internationale amène l'Inde à adopter des positionnements qui vont dans le sens de ses intérêts quitte à aller à l'encontre de certains partenaires stratégiques comme les Etats-unis mais également du Brésil ou de l'Afrique du Sud. La décision de l'Inde de soutenir et de voter pour une résolution de l'Assemblée générale en soutien au rapport Goldstone critiquant l'intervention militaire d'Israël dans les territoires palestiniens en Décembre 2008 malgré le lobbying des Etats-unis auprès de l'Inde afin que cette dernière n'y soit pas favorable, illustre ce positionnement autonome. En effet, cette résolution présentée par le Mouvement des Non-Alignés va dans un premier sens dans le soutien historique de l'Inde à la Palestine, mais lui permet ainsi d'apporter son soutien au MNA et à l'ensemble de ses membres dans un contexte où l'Inde est en campagne pour un siège de membre non-permanent au Conseil de Sécurité pour la période 2011-2012 et où le MNA constitue un réservoir de votes important dans la campagne de l'Inde ³⁴. Malgré une coordination politique au sein du forum IBAS depuis 2003, et de l'organisation des réunions en marge de chaque Assemblée générale en Septembre, la position de l'Inde sur le démantèlement des programmes

³¹ Stephen KRASNER, « Compromising Westphalia » in *International Security*, vol.20, n°3, 1995.

³² Roberto RUSSELL, Juan Gabriel TOKATLIAN, « From antagonistic autonomy to relational autonomy : a theoretical reflection from the southern cone » in *Latin American Politics and Society*, vol.45, n°1, 2003, pp.1-24.

³³ Arlene TICKNER, « Seeing IR differently : notes from the third world » in *Millenium – Journal of International Studies*, vol.32, n°2, 2003.

³⁴ « Indian support for UN resolution on Israel angered US », Hasan Suroor, 25 Mars 2011, <http://www.thehindu.com/news/the-india-cables/indian-support-for-un-resolution-on-israel-angered-us/article1568822.ece>

CONGRES AFSP 2013

nucléaire a peu évolué. L'Inde s'oppose ou s'abstient en grande partie sur des résolutions portant sur ces questions à l'opposé du Brésil et de l'Afrique du Sud qui ont supprimé leurs programmes nucléaires et votent en faveur des résolutions.³⁵ La possession de l'arme nucléaire, étant d'importance stratégique pour l'Inde, notamment dans sa sous-région, l'amène à se positionner de manière autonome, et en fonction de ses intérêts nationaux sur cette question.

Malgré l'adhésion de l'Inde dans un premier temps dans le groupe Outreach 5 en marge du G8 et plus tard dans le G20, son association n'a pas eu comme conséquence une intégration plus poussée de ces membres dans le processus décisionnel global. Pour les officiels et universitaires indiens, cette inclusion s'assimile davantage à une cooptation qu'à une intégration.³⁶ De plus, une grande partie de l'agenda du G20 est prédéterminé par le G8 qui se réunit plus tôt. IBSA et BRICS deviennent alors un forum permettant à ces émergents de définir leur propre agenda et d'approfondir les points de convergence communs.

Un retour sur investissement limité

L'affichage politique ainsi opéré par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud à travers le forum IBAS participe progressivement à sa légitimation, notamment auprès des grandes puissances. Le discours choisi par l'Inde, à savoir, celui de représentant du monde en développement et porteur de ses intérêts, sans pour autant s'être vu accorder cette fonction, est utilisé par les acteurs indiens afin d'ériger l'Inde comme porteuse des principales préoccupations des pays du Sud, notamment les questions de développement, de lutte contre la pauvreté, du déficit démocratique dans les processus décisionnels des organisations internationales. Ce discours est porteur d'avantages et amène les puissances établies à considérer les préoccupations et revendications de ces émergents et à tenter de les coopter. Cette cooptation passe progressivement par une association aux réunions du G8 à travers le G8+5, pour ensuite se finaliser par une inclusion au sein du G20 financier en 2008. L'Inde, et les autres émergents du forum IBAS sont également les seuls pays du Sud à être invités à la conférence d'Annapolis sur le conflit israélo-palestinien en 2005. Un rapport du Parlement européen établi en 2011 incite également les pays de l'Union Européenne à engager davantage l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud et l'IBAS malgré leurs fortes attaches aux principes de souveraineté, de non-intervention au détriment de la primordiale des droits de l'Homme.³⁷ Selon les auteurs de ce rapport, le forum IBAS contrairement à celui des BRICS et des positions de la Russie et de la Chine, forment un groupe plus cohésif dont la nature du système politique se rapproche davantage de ceux des Etats-membres de l'Union européenne. Le rapport exhorte les Etats-membres de l'Union européenne à davantage prendre en compte les positions de ces émergents et les revendications et intérêts de ces puissances émergentes.

Cependant, ces cooptations n'ont pas permis à ces puissances émergentes de se voir intégrer dans les processus décisionnels souhaités, ni de faire avancer considérablement certaines réformes comme celle du Conseil de Sécurité. Leur association dans les clubs diplomatiques comme le G20 relève essentiellement d'une cooptation et non d'une intégration renforcée. Ainsi leur rôle est souvent secondaire et l'agenda du G20 est souvent prédéterminé par la réunion du

³⁵ Analyse de la convergence des votes entre l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud à l'Assemblée générale des Nations unies entre 2003 et 2012 – établies dans le cadre de la thèse de doctorat en cours – sources tirées à partir de la base de données www.unbinset.un.org

³⁶ Entretien avec un diplomate indien, New Delhi, 23 Janvier 2011

³⁷ « The EU foreign policy towards the BRICS and other emerging powers: objectives and strategies », Directorate-General for external policies /Policy department, European Parliament, Octobre 2011.

CONGRES AFSP 2013

G8 qui a lieu en amont leur laissant une faible marge de manœuvre dans l'élaboration de l'agenda des discussions.³⁸ Cette prolongation des logiques anciennes amène donc ces puissances émergentes à continuer à porter leurs revendications à travers les réunions au sommet de l'IBAS, mais également d'autres sommets comme celui du forum des BRICS.

La promotion de la coopération sud-sud au sein de la politique étrangère indienne n'est pas limitée aux seuls acteurs de la classe politique indienne. L'intérêt pour la coopération sud-sud n'étant plus essentiellement confinée aux seules relations politiques, a été « boosté » par le secteur privé et les conglomérats d'entreprises et de multinationales indiennes. Ces derniers ont notamment influencé la prise de conscience de la classe politique quant à cette dimension g de la coopération sud-sud qu'ils considèrent importante pour leurs intérêts et notamment avec les principales puissances émergentes du Sud dont ils estiment que l'amélioration des relations autrefois peu développées permettra d'ouvrir des marchés au sein d'autres continents comme l'Amérique latine.

UNE QUETE D'INTEGRATION DANS DES MARCHES NON TRADITIONNELS

Des relations bilatérales initiales faiblement explorées

Les relations bilatérales entre l'Inde et l'Afrique du Sud ont été entamées pendant la période coloniale britannique à partir de 1806 dans la colonie du Cap et de la province du Natal. Le commandement britannique fait venir un nombre significatif de travailleurs indiens des colonies britanniques en Inde comme main d'œuvre dans les secteurs du sucre et du café. A la fin de leur contrat, cette main d'œuvre a pour la plupart été forcée à rester en Afrique du Sud. C'est dans ce contexte qu'arrive Mohandas Gandhi en 1893 afin de servir comme avocat de défense dans un procès impliquant des travailleurs indiens en litige avec des colons britanniques. Il crée alors le Natal Indian Congress en 1894 qui aura pour but de défendre des litiges impliquant le droit des travailleurs indiens. Les leaders des mouvements de résistance des noirs sud-africains sous le South African Native National Congress (SANNC) s'inspire des activités de résistance de Gandhi et l'ANC qui remplace le SANNC en 1923 est ainsi largement modelé sur le même principe et la même structure que l'Indian National Congress (INC) créé depuis 1885.³⁹

Au niveau politique, l'Inde a été le premier Etat indépendant à dénoncer le système d'apartheid qui touche alors non seulement les populations noires et métis d'Afrique du Sud, mais également les Indiens d'Afrique du Sud qui subissaient les mesures discriminatoires et ségrégationnistes du gouvernement d'apartheid. Dès 1946, l'Inde impose donc un embargo complet (diplomatique, commercial, culturel et sportif) sur l'Afrique du Sud. Les relations bilatérales économiques reprennent également en 1994 à travers la création d'une Commission mixte Inde-Afrique du Sud (Joint Commission India - South Africa) en 1995 afin d'identifier les secteurs potentiels de coopération notamment l'énergie, les technologies de l'information, l'énergie, l'air, et le transport.

Malgré ces relations historiques anciennes et la relance des accords commerciaux, la relation bilatérale Inde-Afrique du Sud reste limitée, notamment au niveau économique. Entre 1994 et

³⁸ Entretien avec un diplomate brésilien, Brasilia, Mai 2011.

³⁹ ALVES, Philip, « India and South Africa : Sifting Priorities » in South African Journal of International Affairs, Volume 14, n°2, 2007, pp.87-109.

CONGRES AFSP 2013

2003, les relations commerciales ont certes évolué dans la mesure où les liens commerciaux avaient été coupés suite à l'embargo de l'Inde sur le régime d'apartheid sud-africain. Cependant, les acteurs économiques sud-africains et indiens estiment que le potentiel n'a pas été exploré, malgré les similarités relatives de l'émergence indienne et sud-africaine et les opportunités que représente cette émergence en termes de marchés potentiels. Aussi, cette relation commerciale est asymétrique dans la mesure où les exportations sud-africaines en Inde sont largement inférieures aux exportations indiennes en Afrique du Sud.⁴⁰ Ces limites sont dues à plusieurs facteurs notamment les barrières tarifaires en Inde ; les produits sud-africains subissant des taxes lourdes à l'entrée notamment sur des produits agricoles. Aussi certaines réglementations opaques, les législations différentes d'un Etat à l'autre, un système judiciaire submergé et des infrastructures vétustes dans le domaine du transport et de l'énergie sont autant de facteurs handicapants. Inversement, les acteurs économiques indiens sont limités dans leur relations commerciales avec l'Afrique du Sud par des retards dans la délivrance des visas, une réglementation compliquée notamment celle liée aux lois sur la discrimination positive dans le cadre du Black Economic Empowerment (BEE), une réglementation du travail complexe et pareillement des complications liées aux infrastructures vétustes dans le domaine des télécommunications et de l'énergie.⁴¹

Les relations initiales Inde- Brésil sont celles qui initialement ont été le moins explorées. Les liens faibles entre le Brésil et l'Inde s'expliquent par un certain nombre de facteurs dont la barrière linguistique, la distance géographique et l'orientation européenne de la politique étrangère brésilienne avant les années 1970. Après l'accès à l'indépendance de l'Inde en 1947, les relations diplomatiques entre le Brésil et l'Inde sont établies en 1948 à travers la mise en place d'une ambassade du Brésil en Inde.⁴² Pendant la période de la Guerre Froide, ni le Brésil, ni l'Amérique Latine ne constituent une priorité pour l'Inde. De 1948 à 1985, aucun accord commercial n'est signé entre les deux pays et jusque 1960, seuls 20 visas avaient été accordés par le gouvernement indien au Brésil et ce, pour l'essentiel à des diplomates.⁴³

L'Inde et le Brésil sont fréquemment amenés à défendre des positions similaires dans des institutions internationales comme la CNUCED et le GATT. Cependant cet alignement des positions est davantage le résultat d'une coïncidence fortuite que d'une stratégie planifiée. Toujours dans un contexte de Guerre froide, le Brésil reste aligné sur les Etats Unis et donc dans le camp occidental, alors que l'Inde, malgré une politique de non-alignement guidant sa politique étrangère, s'aligne davantage sur l'URSS. En 1986, l'Inde fait une invitation officielle au Brésil en l'invitant à devenir membre à part entière du Mouvement des Non-Alignés où le Brésil dispose du statut d'observateur. Le Brésil décline cette offre avant qu'elle ne devienne publique et préfère alors garder son statut d'observateur.⁴⁴ Les relations

⁴⁰ ALVES, Philip, « India and South Africa : Sifting Priorities » in South African Journal of International Affairs, Volume 14, n°2, 2007, pp.87-109.

⁴¹ ALVES, Philip, « India and South Africa : Sifting Priorities » in South African Journal of International Affairs, Volume 14, n°2, 2007, pp.87-109.

⁴² Informations collectées à partir des documents internes à l'Itamaraty – « Ministério das Relações Exteriores – Índia » - Avril 2010 (chronologie historique des relations bilatérales et accords de coopération en vigueur) – disponible sur <http://www.itamaraty.gov.br/temas/temas-politicos-e-relacoes-bilaterais/asia-e-oceania/india/pdf>

⁴³ FURTADO, Rafael Arruda, *Relações Brasil-Índia (1947-1964) : A Descolonização dos Enclaves Portugueses*, Dissertação de Mestrado, Universidade de Brasília, 2010.

⁴⁴ VIEIRA, Maira Baladao, *Relações Brasil-Índia (1991-2006)*, Dissertação de Mestrado, Universidade Federal do Rio Grande do Sul, 2007

CONGRES AFSP 2013

économiques restent faibles et jusque 1985, seul trois accords de coopération bilatéraux dans le domaine des sciences et technologies, commercial et culturel sont en vigueur.⁴⁵

La fin de la guerre froide et la stratégie de diversification des partenaires relancée sous Fernando Henrique Cardoso (1994-2002). 1994 ouvre une nouvelle porte dans les relations indo-brésiliennes. Les deux pays entament séparément une libéralisation de leur économie et une ouverture relative de leurs marchés respectifs et signent un nombre croissant d'accords de coopération dans le domaine de l'environnement, des médicaments et phytosanitaires, de la santé, de la production de l'éthanol entre 1996 et 2002. Un Conseil Commercial indo-brésilien est également créé en 1996, de même qu'un accord d'entendement sur la création d'une commission mixte de coopération politique, économique, scientifique, technologique et culturel en Août 2002.⁴⁶ Malgré la croissance des relations bilatérales indo-brésiliennes, le Brésil sous Cardoso privilégie les relations bilatérales avec ses partenaires traditionnels dont les Etats-Unis. L'arrivée au pouvoir de Lula en 2003, donne un coup d'accélérateur à la dynamique donnée par Cardoso. Le rapprochement avec l'Inde devient une priorité stratégique de la politique étrangère brésilienne. Le rapprochement entre l'Inde et les autres émergents pays est essentiellement relancé par le dynamisme du secteur privé.

Dynamisme du secteur privé

Pour l'Inde, le forum IBAS davantage que BRICS occupe comme fonction l'amélioration des relations bilatérales, notamment avec le Brésil avec qui les relations diplomatiques avant l'arrivée de Lula étaient peu développées notamment en raison des barrières linguistiques et géographiques. L'arrivée de Lula en 2003 a permis de désamorcer les tensions et l'Inde est désormais considérée comme une priorité par le gouvernement brésilien. Lors de son discours d'inauguration, en Janvier 2003, le président Lula mentionne que « l'Inde sera désormais un partenaire stratégique du Brésil » et indique l'importance d'explorer « les différentes opportunités économiques, scientifiques et d'échanges de connaissances » au vu de la similarité des problèmes rencontrés par les deux pays.⁴⁷ La coopération diplomatique au sein des coalitions comme le G20+ à l'OMC et le G4 pour la réforme onusienne, et le forum de dialogue IBAS sont autant de concrétisations de ce rapprochement.

Les réunions de haut niveau IBAS deviennent alors un moyen d'organiser une série de relations bilatérales entre l'Inde et les autres pays émergents membres de ces forums et deviennent un moyen de dynamiser les relations bilatérales à travers la signature de plusieurs accords préférentiels et de libre-échanges comme les accords Inde-Mercosur et Inde-SACU. Dans ce sens, IBAS peut davantage être considéré comme un accélérateur des relations bilatérales qu'une organisation avec une claire stratégie trilatérale.

Le forum des entrepreneurs IBAS mis en place à partir de 2006 a permis de créer une plateforme pour les entreprises indiennes en quête de marchés extérieurs et notamment latino-américains. Les investissements directs à l'étranger (FDI) ont ainsi bondi considérablement entre 2005 et 2011 passant de 7,622 millions d'euros à 31,554 millions d'euros pour les IDE entrants et de 2,985 millions d'euros en 2005 à 14,752 millions d'euros pour les IDE sortants en provenance

⁴⁵ Informations collectées à partir des documents internes à l'Itamaraty – « Ministério das Relações Exteriores – Índia » - Avril 2010 (chronologie historique des relations bilatérales et accords de coopération en vigueur) – disponible sur <http://www.itamaraty.gov.br/temas/temas-politicos-e-relacoes-bilaterais/asia-e-oceania/india/pdf>

⁴⁶ idem

⁴⁷ Discours d'inauguration du président Lula da Silva, Brasília, 1^{er} Janvier 2003 – disponible sur www.planalto.gov.br

CONGRES AFSP 2013

de la Russie, de la Chine et de l'Afrique du Sud.⁴⁸ Les échanges dans le secteur privé ont également permis d'augmenter les flux d'échanges entre les trois pays. Le « India Show » organisé en Mars 2010 à Sao Paulo et réunissant entreprises indiennes et latino-américaines est également un résultat de cette augmentation des échanges amorcé par le forum IBSA. La dynamisation des échanges dans le secteur privé engendré par le forum IBSA et l'amélioration des relations bilatérales crée cependant des avantages hiérarchisés ; ainsi le Brésil et l'Inde profitent davantage de ces ouvertures que l'Afrique du Sud considérée comme la benjamine dans le forum. Les sud-africains sont très critiques envers l'Inde et ne voient pas les résultats espérés de l'ouverture du marché indien aux entreprises sud-africaines. L'Inde est ainsi souvent critiquée pour les nombreuses barrières protectionnistes et tarifaires (allant jusqu'à 300%) mises en place dans le domaine de la vente de détail par exemple et qui empêchent des compagnies sud-africaines comme Shoprite et Sassol de pénétrer le marché indien.

Dans l'ensemble, cette augmentation des échanges est donc essentiellement boostée par le secteur privé. Le secteur public des échanges commerciaux se voit limité par des importants problèmes de connectivité terrestres, maritimes et aériens, ce qui limite les échanges notamment entre l'Inde et le Brésil et l'Afrique du Sud, et surtout entre l'Inde et le Brésil mais aussi le reste de l'Amérique Latine. Dans le cas du forum BRICS, l'Inde met également en place des barrières protectionnistes afin de favoriser le marché intérieur face à la concurrence des produits chinois. Le projet de d'un accord transrégional d'échanges commerciaux entre Inde-SACU-MERCOSUR peine à se mettre en place, les accords préférentiels Inde-SACU et Inde-MERCOSUR n'étant pas encore totalement développés.

LIMITES STRUCTURELLES ET CONCURRENCES REGIONALES

IBSA versus BRICS : Inde versus Chine

L'émergence en 2008, sur initiative russe et brésilienne, du forum BRIC et dont l'Afrique du Sud est devenu le « S » en Décembre 2010, a levé un certain nombre d'interrogations sur la pérennité et la continuation du forum IBAS. Les deux sont pourtant différents notamment au niveau de la consolidation institutionnelle, des projets en cours et des thématiques abordées notamment dans le domaine de la gouvernance globale. Tandis que le forum IBAS agit davantage au sein d'organisations comme les Nations-Unies, le groupement BRICS dont l'objectif est d'influencer la gouvernance financière globale, se réunit plus souvent, en dehors des sommets annuels, en marge du G20, et coordonne ses positions au sein du FMI. Dans la perspective indienne, l'opposition BRICS versus IBAS cache également une autre rivalité : celle entre l'Inde et la Chine. La Chine constitue un défi quasi-permanent à la quête de leadership régional de l'Inde en Asie du Sud. Les relations sino-indiennes connaissent un nombre fluctuant de tensions depuis 1957. La raison principale à ces tensions demeure le conflit frontalier qui oppose les deux pays et dont l'escalade entraîne une guerre entre les deux pays en 1962 qui voit la défaite et l'humiliation d'une armée indienne peu préparée. Après la guerre, le rapprochement sino-pakistanaï crée également une escalade dans les tensions déjà exacerbées entre les deux voisins régionaux.⁴⁹ En effet, la Chine soutient le renforcement de l'attirail militaire dont le programme nucléaire indien qui constitue une menace directe au rival indien. En participant au renforcement de l'arsenal militaire du Pakistan, la Chine contient ainsi

⁴⁸ « BRICS FDI : a preliminary view », Policy Briefing n°63, South African Institute of International Affairs, Mars 2013, disponible sur <http://www.saiia.org.za/policy-briefings/brics-fdi-a-preliminary-view>

⁴⁹ Ashok KUPAR, « Major powers and the persistence of the India-Pakistan conflict » in T.V. PAUL, *The India-Pakistan Conflict : an enduring rivalry*, Cambridge University Press, 2005, pp. 131-155

CONGRES AFSP 2013

les ambitions régionales et globales de l'Inde. Par ailleurs, la Chine s'immisce dans les conflits frontaliers indo-pakistanaïses et soutient l'indépendance notamment sur le conflit au Cachemire. Les tensions sino-indiennes et l'obsession chinoise de l'Inde qui craint un encerclement par la Chine dans sa sous-région amène progressivement l'Inde à délaisser ses principes idéaux de non-alignement sous Nehru afin d'adopter une politique étrangère plus réaliste et une augmentation de son arsenal militaire.⁵⁰ L'amélioration des relations bilatérales entre l'Inde et la Chine amènent la Chine à renoncer à s'impliquer directement dans le conflit au Cachemire, et la signature en 2005 d'un partenariat stratégique entre les deux pays renforce également leur coopération, notamment économique. Cependant, l'Inde et la Chine demeurent concurrentes et cette compétition se reflète également dans la formation et l'adhésion à des groupements d'émergents comme les forums IBAS et BRICS.

Ainsi la Chine a envoyé une demande officielle d'adhésion au forum IBSA lors de sa naissance en 2003 afin de créer un ensemble IBSA+Chine, demande qui avait été rejetée par l'Inde au motif qu'IBSA regroupait à sa base des démocraties, écartant ainsi de fait la Chine. Ce refus reflète également la concurrence Chine-Inde et est également une réponse au refus chinois d'intégrer et d'associer l'Inde au sein du Shanghai Cooperation Organisation et de l'ASEAN. La Chine tenterait ainsi d'associer BRICS et IBSA, afin d'avoir un œil sur les activités de cette dernière voire de la faire disparaître puisqu'elle n'y joue aucun rôle, et a suggéré l'organisation d'un sommet BRICS+IBSA à l'île de Hainan en Avril 2011. Cette proposition est alors opposée par l'Inde.⁵¹ Ainsi, l'Inde voit ponctuellement en IBSA une plateforme et un espace stratégique où l'absence de la puissance chinoise lui permet de s'entretenir de manière privée avec l'Afrique du Sud (sur la pénétration du marché africain) ou le Brésil sur des questions relevant de son intérêt direct et rentrant aussi dans le cadre d'une concurrence sino-indienne. Une autre limite à l'action de l'Inde dans ces forums d'émergents est celle de son engagement fluctuant ne favorisant pas toujours une consolidation des activités ces groupes contrairement à la volonté d'autres pays émergents membres de ces groupes. Cet engagement fluctuant a également comme cause des limitations structurelles au sein de Ministère des Affaires étrangères indien.

Investissement fluctuant de l'Inde dans l'IBAS : un coopérant défectionnaire ?

Le forum IBAS est le résultat d'une initiative politique proposée par l'Afrique du Sud et le Brésil et le forum BRICS est le résultat d'une initiative russe et brésilienne. L'Inde fut invitée à rejoindre ces groupes dès les premières discussions. L'Inde reste très prudente envers cette nouvelle formation IBSA et son engagement fut très lent. La présence du Brésil est cependant un atout fort et rentre dans l'intérêt national indien d'établir des partenariats avec le géant sud-américain. L'intérêt de l'Inde dans IBSA a grandi lorsque les relations tissées avec le Brésil et l'Afrique du Sud ont été utiles à l'Inde pendant les discussions d'acceptation de l'accord nucléaire indo-américain au sein du Nuclear Suppliers Group, ce à quoi la majorité des Etats membres était opposée au départ. La présidence de l'Afrique du Sud dans le NSG en 2007 et la présence du Brésil dans le groupe ont favorisé l'adhésion de l'Inde. L'Inde a ainsi pu y voir un groupement qui pourrait lui servir en tant qu'outil diplomatique et de gouvernance ponctuelle en cas de besoin et y a accordé une importance plus grande. L'Afrique du Sud et le Brésil sont ainsi plus motivés pour une consolidation du groupe alors que l'Inde est perçue par les deux autres Etats comme un acteur solitaire s'investissant moins dans ces forums et n'affichant pas de volonté politique d'opérer une réciprocité en limitant certaines barrières au commerce à

⁵⁰ Mohan MALIK, « The China factor in the India-Pakistan conflict », *Parameters*, n°33, pp.35-50.

⁵¹ Shyam, SARAN, « Q&A : Common Concern, not Common Action » - 19 Avril 2011, <http://www.ibsanews.com/q-and-a-8216common-concern-not-common-action8217/>

CONGRES AFSP 2013

d'autres émergents comme l'Afrique du Sud, se servant ainsi du forum IBAS seulement selon l'intérêt en jeu.

Cependant une raison de l'engagement fluctuant de l'Inde dans ces groupements peut s'expliquer par le manque de ressources humaines au sein de Ministère des affaires étrangères, notamment au siège à New Delhi. Avec un personnel diplomatique de 700 diplomates à New Delhi, l'Inde ne détient pas un personnel diplomatique à hauteur de son émergence. A titre de comparaison, le service diplomatique du Brésil se compose de 1400 diplomates⁵² et celui de l'Afrique du Sud de 1200⁵³. D'autres voisins régionaux à l'Inde comme le Singapour détiennent un nombre plus important de fonctionnaires au sein de son ministère des affaires étrangères que l'Inde. La division du ministère des affaires étrangères australien en charge de l'Asie du Sud détient un nombre plus important de fonctionnaires que celle de l'Inde, or l'Asie du Sud est la première région de l'Inde. Ce manque de ressources humaines diplomatiques a pour conséquence une marge de manœuvre limitée des fonctionnaires chargés des questions liées à IBAS qui sont en charge d'une multitude de portefeuilles qui ne leur permet pas de s'engager dans toutes les réunions du forum et notamment celles des différents des groupes de travail. Bien que des projets d'agrandissement du nombre de diplomates soient en cours, ceux-ci prennent du temps à être mis en œuvre et font aussi l'objet de querelles intra-bureaucratiques et d'un manque de ressources financières.

Les forums d'émergents jouent donc un rôle multifonctionnel pour l'Inde et participent directement à sa stratégie d'affirmation sur la scène internationale et à confirmer son statut désormais reconnu de puissance émergente économique et politique. Cependant, la participation de l'Inde dans ces forums reflète également certaines limites. La première d'entre elles est le manque de capacités de l'Inde à agir seule. Consciente que son seul statut confirmé de puissance régionale et sa nouvelle identité de puissance émergente ne suffiront pas à lui donner plus de voix à l'échelle mondiale, et notamment dans les négociations économiques et politiques internationales, l'Inde a besoin de ces groupements afin de s'en servir comme levier d'influence politique et d'avancer collectivement avec les autres puissances émergentes des intérêts communs. La place de puissance émergente de l'Inde ne lui donne pas encore suffisamment d'influence pour porter seule certains intérêts notamment au sein des organisations internationales. Elle a ainsi besoin d'agir de concert avec des puissances émergentes comme l'Inde et l'Afrique du Sud pour avancer l'objectif de la réforme des Nations-Unies et du Conseil de Sécurité. Cependant des intérêts divergents avec d'autres pays émergents comme la Chine qui ne soutient pas officiellement la candidature de l'Inde au Conseil de Sécurité dans l'éventuelle réforme du Conseil de Sécurité font d'un groupement comme BRICS une communauté d'intérêts fragiles.

⁵² Note interne de l'Instituto Rio Branco – Ministério das Relações Exteriores « Instituto Rio Branco – Há 65 anos formando a Diplomacia Brasileira » - 2011

⁵³ South African Representations abroad – accessible sur <http://www.dirco.gov.za/foreign/index.html>

CONGRES AFSP 2013

BIBLIOGRAPHIE

AXELROD, Robert, *Donnant-Donnant*. Théorie du comportement coopératif (1984), Paris, Odile Jacob, 1992.

« BRICS FDI : a preliminary view », Policy Briefing n°63, South African Institute of International Affairs, Mars 2013, disponible sur <http://www.saiia.org.za/policy-briefings/brics-fdi-a-preliminary-view>

« The Challenge to the South » The report of the South Commission, Oxford University Press, 1990, Oxford, 174 pages.

« The EU foreign policy towards the BRICS and other emerging powers: objectives and strategies », Directorate-General for external policies /Policy department, European Parliament, Octobre 2011.

«Non – alignment 2.0 – a foreign and strategic policy for India in the 21st century », Sunil KHILNANI, Rajiv KHUMAR, Pratab BHANU MEHTA, Prakash MENON, Nandan NILEKANI, Srinath RAGHAVAN, Shyam SARAN, Siddharth VARADARAJAN, Centre for Policy Studies, Décembre 2012

ALVES, Philip, « India and South Africa : Sifting Priorities » in South African Journal of International

AXELROD, Robert, *Donnant-Donnant*. Théorie du comportement coopératif (1984), Paris, Odile Jacob, 1992.

Christophe Jaffrelot (dir.), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris/Presses de Sciences Po, 2008, pp 69-79.

COLOMER, Josep M, « Coalitions », Badie, Berg-Schlosser, Morlino, *International Encyclopedia of Political Science*, Editions SAGE, 2011

DEVIN, Guillaume, SMOUTS, Marie-Claude, *Les organisations internationales*, Armand Colin, 2011.

DURKHEIM, Emile, *Règles de la méthode sociologique*, Règles de la méthode sociologique, Flammarion, 2010

FURTADO, Rafael Arruda, *Relações Brasil-India (1947-1964) : A Descolonização dos Enclaves Portugueses*, Dissertação de Mestrado, Universidade de Brasília, 2010

KRASNER, Stephen « Compromising Westphalia » in *International Security*, vol.20, n°3, 1995

KUPAR, Ashok, « Major powers and the persistence of the India-Pakistan conflict » in T.V. PAUL, *The India-Pakistan Conflict : an enduring rivalry*, Cambridge University Press, 2005, pp. 131-155

MALIK, Mohan, « The China factor in the India-Pakistan conflict », *Parameters*, n°33, pp.35-50.

CONGRES AFSP 2013

MERTON, Robert, *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965

MUKHERJEE, Rohan, MALONE, David M., « From high ground to high table : the evolution of indian multilateralism », *Global Governance*, vol.17, 2011, pp.311-329

MUKHERJEE, Rohan, MALONE, David M., « From high ground to high table : the evolution of indian multilateralism », *Global Governance*, vol.17, 2011, pp.311-329

MUKHERJEE, Rohan, MALONE, David, « *From high ground to high table : the evolution of Indian multilateralism* » in *Global Governance*, n°17, 2011, pp. 311-329

RACINE, Jean Luc, *Quête de puissance, multipolarité et multilatéralisme*, in Jaffrelot (dir.) *New Delhi et le monde*, éditions Autrement, Paris, 2008, 156p

RACINE, Jean Luc, *Quête de puissance, multipolarité et multilatéralisme*, op.cit
Resolution for 125 years of Indian National Congress – Foreign Policy Resolution – New Delhi – 19 Décembre 2010 – disponible sur www.aicc.org.in

RUGGIE, John, « *International Responses to Technology and Trends* », International Organization, 29 (3), été 1975, p .557-583

RUSSELL, Roberto, TOKATLIAN, Juan Gabriel ; « From antagonistic autonomy to relational autonomy : a theoretical reflection from the southern cone » in *Latin American Politics and Society*, vol.45, n°1, 2003, pp.1-24

SAINT MEZARD, Isabelle, « Le Regard vers l'Est de l'Inde : un subtile retour en Asie », in Christophe Jaffrelot (dir) *New Delhi et le monde*, éditions Autrement, Paris, 2008, 156p

SALMA BAVA, Ummu, "India's foreign policy in the regional context", in Daniel Flemes (dir.) *Regional Leadership in the Global System, Ideas, Interests and Strategies of Regional Powers*, Ashgate Publishing, 2010, pp. 113-126

Summit Declarations of Non-Aligned Movements (1961-2009) – Institute of Foreign Affairs, Tripureshwar – Kathmandu, 2011

TAROOR, Shashi, *Pax Indica : India and the world of the 21st century*, Penguin books, 2012

TICKNER, Arlene, « Seeing IR differently : notes from the third world » in *Millenium – Journal of International Studies*, vol.32, n°2, 2003

TRIVEDI, Ramesh, *India's relations with her neighbors*, Isha Books, Delhi, 2008, 295 p.

VIEIRA, Maira Baladao, *Relações Brasil-Indie (1991-2006)*, Dissertação de Mestrado, Universidade Federal do Rio Grande do Sul, 2007

SITES INSTITUTIONNELS

<http://www.itamaraty.gov.br>

www.ibsa-trilateral.org

www.mea.gov.in